



**ACCORD RELATIF À L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CONSEIL
DE L'EUROPE AUX AGENTS DE LA COMMISSION
CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN (CCNR)**

**AGREEMENT ON EXTENDING THE JURISDICTION OF
THE ADMINISTRATIVE TRIBUNAL OF THE COUNCIL
OF EUROPE TO OFFICIALS OF THE CENTRAL
COMMISSION FOR THE NAVIGATION OF THE RHINE
(CCNR)**

**ABKOMMEN ÜBER DIE ERSTRECKUNG
DER ZUSTÄNDIGKEIT DES VERWALTUNGSGERICHTS
DES EUROPARATES AUF DIE BEDIENSTETEN
DER ZENTRAKKOMMISSION FÜR DIE
RHEINSCHIFFFAHRT (ZKR)**

**OVEREENKOMST INZAKE DE UITBREIDING VAN DE
BEVOEGDHEID VAN HET ADMINISTRATIEF TRIBUNAAL
VAN DE RAAD VAN EUROPA TOT DE MEDEWERKERS
VAN DE CENTRALE COMMISSIE VOOR DE RIJNVAART
(CCR)**

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin,

Considérant que la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin est une organisation internationale bénéficiant d'une immunité de juridiction, ainsi qu'il ressort de l'article 12 de l'accord conclu le 10 mai 1978 entre la CCNR et le Gouvernement de la République française, relatif au siège de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et ses privilèges et immunités sur le territoire français;

Considérant que, dès lors, les litiges relatifs au travail entre cette Organisation et ses agents ne peuvent être portés devant une juridiction nationale;

Considérant cependant que les agents de la CCNR doivent, comme ceux appartenant à d'autres organisations internationales, bénéficier d'un droit de recours de caractère juridictionnel pour les litiges relatifs à leur emploi;

Vu la demande de reconnaissance de la compétence du Tribunal Administratif pour les litiges entre les agents de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et ladite Commission, présentée par le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin par lettre du 23 octobre 2013 adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, et la réponse favorable de ce dernier en date du 12 mars 2014;

Considérant l'utilité de conclure l'accord prévu à l'article 15, paragraphe 2, du Statut du Tribunal Administratif, tel que modifié par la Résolution CM/Res(2014)4 adoptée par le Comité des Ministres le 11 juin 2014;

Vu la décision du 26 novembre 2014 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe autorisant le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à signer le présent accord;

Vu la Résolution 2014-II-25 du 4 décembre 2014 de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin autorisant le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin à signer le présent accord;

Vu les articles 59 à 61 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe relatifs aux voies de recours ouvertes aux agents du Conseil de l'Europe, son Annexe XI portant Statut du Tribunal Administratif ainsi que le Règlement intérieur du Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe établi par celui-ci;

Le Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe ayant donné un avis favorable à la conclusion du présent accord;

Dûment mandatés par leurs organisations respectives,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe (ci-après le Tribunal Administratif) est compétent pour statuer sur les recours engagés, dans les conditions précisées à l'article 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, contre les actes d'ordre administratif pris par le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin, tels que définis à l'article 59, paragraphe 2, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe ou aux articles pertinents des textes statutaires et réglementaires de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin. Les personnes habilitées à introduire un recours devant le Tribunal Administratif sont celles visées par les textes statutaires et réglementaires de la

Commission Centrale pour la Navigation du Rhin. En cas de contestation sur le point de savoir s'il est compétent, il revient au Tribunal Administratif d'en décider, conformément à l'article 4 de son Statut.

Article 2

Dans l'exercice de cette compétence, les références faites au Conseil de l'Europe et à son Secrétaire Général qui sont contenues aux articles 59, paragraphe 9, et 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, dans le Statut du Tribunal Administratif et dans le Règlement intérieur de celui-ci, sont à considérer comme visant la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et son Secrétaire Général.

Article 3

1. La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin demeure libre d'organiser la phase du contentieux antérieure à la saisine du Tribunal Administratif, prévue à l'instar de l'article 59 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, ou de ne pas prévoir une telle phase. Dans ce dernier cas, l'article 60, paragraphe 3, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe s'applique en tenant compte de cette faculté. Le point de départ du délai prévu audit paragraphe 3 est fixé en conséquence de ce qui précède.
2. En outre, la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin ayant prévu une procédure de conciliation facultative entre les phases de la réclamation administrative et du recours devant le Tribunal Administratif, le conciliateur est nommé par le président du Tribunal Administratif, après examen de toutes les candidatures déposées auprès du Greffe du Tribunal Administratif, qui est en charge de toutes les procédures administratives y afférentes.
3. Le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et le conciliateur ayant la faculté de décider de surseoir à l'exécution de l'acte contesté, le paragraphe 4 de l'article 60 du Statut du Personnel s'applique en permettant le maintien du sursis à exécution pendant la procédure devant le Tribunal Administratif, sauf si le président du Tribunal Administratif, dûment saisi à cet effet, en décide autrement. Il est entendu que, après le dépôt de son recours, un agent peut introduire une demande de sursis à exécution, même s'il ne l'a pas fait devant le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin ou le conciliateur ou si sa requête a été rejetée.

Article 4

1. La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin supporte le paiement de toute indemnité accordée à la partie requérante par le Tribunal Administratif y compris les frais dont le remboursement est prescrit à l'article 11, paragraphes 2 et 3, du Statut du Tribunal Administratif.
2. La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin supporte également les frais occasionnés par les recours portés devant le Tribunal Administratif, à savoir:
 - a. les frais réels de voyage et de séjour des juges du Tribunal Administratif et les indemnités qui leurs sont allouées;
 - b. les frais réels d'interprétation;

- c. les frais réels pour le travail accompli par le greffe du Tribunal Administratif prorata temporis, y compris le travail effectué dans le cadre de la procédure de nomination du conciliateur; et, s'il y a lieu, les frais de mission du Greffier du Tribunal Administratif et des autres membres du greffe;
- d. les frais réels de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans la deuxième langue officielle du Conseil de l'Europe ainsi que, si nécessaire pour les besoins de l'examen des recours, des documents de la procédure dans une ou deux langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes ces traductions étant établies par les soins du greffe du Tribunal Administratif;
- e. les frais de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans des langues officielles de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin, autres que les langues officielles du Conseil de l'Europe, ces traductions étant établies par les soins de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin;
- f. les frais réels de publication sur papier et/ou en version électronique des sentences, des décisions et des ordonnances du Tribunal Administratif ainsi que de toute autre publication établie par le greffe du Tribunal Administratif afin de faire connaître l'activité développée pour la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin;
- g. s'il en a ainsi été décidé par le Tribunal Administratif, les frais réels justifiés de transport et de séjour exposés par les témoins qui ont été entendus ainsi que les honoraires et les frais justifiés de transport et de séjour exposés par les experts qui ont été mandatés par le Tribunal Administratif;
- h. les autres frais non prévus par cet accord qu'une décision du Tribunal Administratif mettrait à la charge de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin dans l'exercice de son activité judiciaire.

Ces frais sont calculés selon les règles en vigueur au Conseil de l'Europe et les taux fixés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, sauf ceux de la lettre h) qui sont fixés par le Tribunal Administratif.

Article 5

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin s'engage à donner exécution aux sentences du Tribunal Administratif et à en informer celui-ci selon les dispositions de l'article 60, paragraphe 6, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe. Ladite Commission s'engage également à mettre en application l'article 26, paragraphe 2, dernière phrase, du Règlement intérieur du Tribunal Administratif, s'agissant du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer.

Article 6

Les parties signataires du présent accord s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la mise en œuvre du présent accord.

Article 7

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature par les deux Parties.

The Secretary General of the Council of Europe and the Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine,

Considering that the Central Commission for the Navigation of the Rhine is an international organisation enjoying immunity from jurisdiction under Article 12 of the Agreement concluded on 10 May 1978 between the CCNR and the Government of the French Republic concerning the headquarters of the Central Commission for the Navigation of the Rhine and its privileges and immunities in French territory;

Considering that consequently, work-related disputes between this Organisation and its officials cannot be brought before a national court;

Considering, however, that CCNR officials must, like those belonging to other international organisations, enjoy a right of appeal of a judicial nature in disputes relating to their employment;

Having regard to the request for recognition of the Administrative Tribunal's jurisdiction over disputes between officials of the Central Commission for the Navigation of the Rhine and the Commission, submitted by the Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine in a letter dated 23 October 2013 to the Secretary General of the Council of Europe, and to the latter's positive reply dated 12 March 2014;

Considering the expediency of concluding the agreement provided for in Article 15, paragraph 2 of the Statute of the Administrative Tribunal as amended by Resolution CM/Res(2014)4 adopted by the Committee of Ministers on 11 June 2014;

Having regard to the decision of 26 November 2014 of the Committee of Ministers of the Council of Europe authorising the Secretary General of the Council of Europe to sign this agreement;

Having regard to Resolution 2014-II-25 of 4 December 2014 of the Central Commission for the Navigation of the Rhine authorising the Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine to sign this agreement;

Having regard to Articles 59 to 61 of the Council of Europe Staff Regulations on remedies available to Council of Europe officials, to Appendix XI thereto containing the Statute of the Administrative Tribunal, and to the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal of the Council of Europe drawn up by the latter;

The Administrative Tribunal of the Council of Europe having given an opinion in favour of concluding this agreement;

Duly empowered by their respective organisations,

Have agreed as follows:

Article 1

The Administrative Tribunal of the Council of Europe (hereinafter "the Administrative Tribunal") shall have jurisdiction to determine appeals brought, under the conditions defined in Article 60 of the Council of Europe Staff Regulations, against administrative acts by the Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine, according to their definition in Article 59, paragraph 2 of the Council of Europe Staff Regulations or in the relevant provisions of the statutory and regulatory texts of the Central Commission for the Navigation of the Rhine. The persons entitled to bring an appeal before the Administrative Tribunal shall be those coming under the statutory

and regulatory texts of the Central Commission for the Navigation of the Rhine. In the event of a dispute as to whether it has jurisdiction, it shall rest with the Administrative Tribunal to settle the matter in accordance with Article 4 of its Statute.

Article 2

In exercising this jurisdiction, the references made to the Council of Europe and its Secretary General in Articles 59, paragraph 9 and 60 of the Council of Europe Staff Regulations, in the Statute of the Administrative Tribunal and in its Rules of Procedure shall be understood as referring to the Central Commission for the Navigation of the Rhine and its Secretary General.

Article 3

1. The Central Commission for the Navigation of the Rhine remains free to arrange the phase of litigation preceding referral to the Administrative Tribunal, provision for this phase being made as in Article 59 of the Council of Europe Staff Regulations, or not to make such provision. In the latter case, Article 60, paragraph 3 of the Council of Europe Staff Regulations shall apply with due regard to this possibility. The starting point of the time limit prescribed in the aforesaid paragraph 3 is set in consequence of the foregoing.
2. In addition, whereas the Central Commission for the Navigation of the Rhine has provided for an optional conciliation procedure between the phases of administrative complaint and appeal to the Administrative Tribunal, the conciliator is appointed by the President of the Administrative Tribunal after consideration of all candidatures lodged with the Registry of the Administrative Tribunal, which is in charge of all administrative procedures concerning them.
3. The Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine and the conciliator being empowered to decide to stay the execution of the disputed act, paragraph 4 of Article 60 of the Staff Regulations applies so as to allow the stay of execution to be maintained during the proceedings before the Administrative Tribunal, unless the President of the Administrative Tribunal, duly petitioned to that effect, decides otherwise. It is understood that after lodging an appeal, an official may bring a request for stay of execution, even if he/she has not done so before the Secretary General of the Central Commission for the Navigation of the Rhine or the conciliator or if his/her application has been rejected.

Article 4

1. The Central Commission for the Navigation of the Rhine shall defray any compensation awarded to the appellant by the Administrative Tribunal including the costs whose reimbursement is prescribed in Article 11, paragraphs 2 and 3 of the Statute of the Administrative Tribunal.
2. The Central Commission for the Navigation of the Rhine shall also defray the costs arising from appeals brought before the Administrative Tribunal, viz.:
 - a. the actual travel and subsistence expenses of the judges of the Administrative Tribunal and the indemnities allocated to them;
 - b. the actual cost of interpretation;

- c. the actual expenses for the work performed by the Registry of the Administrative Tribunal pro rata temporis, including work in connection with the procedure for appointing the conciliator and, if appropriate, the official journey expenses of the Registrar of the Administrative Tribunal and the other members of the Registry;
- d. the actual cost of translating judgments, decisions and orders into the second official language of the Council of Europe and, if necessary for the examination of appeals, translating the procedural documents into one or both official languages of the Council of Europe, all these translations being made by the efforts of the Registry of the Administrative Tribunal;
- e. the cost of translating judgments, decisions and orders into official languages of the Central Commission for the Navigation of the Rhine other than the Council of Europe official languages, these translations being made by the efforts of the Central Commission for the Navigation of the Rhine;
- f. the actual cost of paper and/or electronic publication of the Administrative Tribunal's judgments, decisions and orders together with any other publication by the Registry of the Administrative Tribunal intended to make known the activity pursued on behalf of the Central Commission for the Navigation of the Rhine;
- g. if the Administrative Tribunal so decides, the actual and properly vouched travel and subsistence expenses incurred by the witnesses heard, together with the fees and the properly vouched travel and subsistence expenses of the experts commissioned by the Administrative Tribunal;
- h. such other costs, not contemplated by this agreement, as a decision of the Administrative Tribunal may charge to the Central Commission for the Navigation of the Rhine in the pursuit of its judicial activity.

These costs shall be calculated according to the rules in force at the Council of Europe and the rates established by the Committee of Ministers of the Council of Europe, excepting those under h) above, which shall be fixed by the Administrative Tribunal.

Article 5

The Central Commission for the Navigation of the Rhine undertakes to execute the judgments of the Administrative Tribunal and to inform it of the execution in accordance with the provisions of Article 60, paragraph 6 of the Council of Europe Staff Regulations. The Commission also undertakes to apply Rule 26, paragraph 2, last sentence, of the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal, concerning a witness's refusal to appear or to give evidence.

Article 6

The signatories to this agreement undertake to reach a friendly settlement of any dispute that may arise between them regarding the implementation of this agreement.

Article 7

This agreement shall come into force upon its signature by both Parties.

Der Generalsekretär des Europarates und der Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt,

in der Erwägung, dass die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt eine internationale Organisation ist, die, wie aus Artikel 12 des Abkommens zwischen der ZKR und der Regierung der Französischen Republik über den Sitz der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt vom 10. Mai 1978 hervorgeht, von der Gerichtsbarkeit befreit ist;

in der Erwägung, dass Arbeitsstreitigkeiten zwischen dieser Organisation und deren Bediensteten nicht vor ein nationales Gericht gebracht werden können;

in der Erwägung, dass den Bediensteten der ZKR wie den Bediensteten anderer internationaler Organisationen für Arbeitsstreitigkeiten gleichwohl ein gerichtlicher Rechtsbehelf zur Verfügung stehen muss;

gestützt auf den Antrag auf Anerkennung der Gerichtsbarkeit des Verwaltungsgerichts für Streitigkeiten zwischen den Bediensteten der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt und der Zentralkommission, den der Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt mit Schreiben vom 23. Oktober 2013 beim Generalsekretär des Europarates gestellt hat, und die positive Antwort des Generalsekretärs des Europarates vom 12. März 2014;

in der Erwägung, dass es zweckmäßig erscheint, ein Abkommen gemäß Artikel 15 Absatz 2 des Statuts des Verwaltungsgerichts in der mit der Entschließung CM/Res(2014)4 des Ministerkomitees vom 11. Juni 2014 geänderten Fassung zu schließen;

gestützt auf Entscheidung der 26. November 2014 des Ministerkomitees des Europarates betreffend die Ermächtigung des Generalsekretärs des Europarates zur Unterzeichnung dieses Abkommens;

gestützt auf Beschluss 2014-II-25 vom 4. Dezember 2014 der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt betreffend die Ermächtigung des Generalsekretärs der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt zur Unterzeichnung dieses Abkommens;

gestützt auf die Artikel 59 bis 61 des Personalstatuts des Europarates betreffend die Rechtsbehelfe der Bediensteten des Europarates, dessen Anhang XI über das Statut des Verwaltungsgerichts des Europarates sowie die vom Verwaltungsgericht erlassene Geschäftsordnung des Gerichts;

unter Hinweis darauf, dass das Verwaltungsgericht des Europarates eine befürwortende Stellungnahme zum Abschluss dieses Abkommens abgegeben hat;

von ihrer jeweiligen Organisation gehörig beauftragt,

Sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Das Verwaltungsgericht des Europarates (im Folgenden „Verwaltungsgericht“) ist für die Entscheidung über Klagen zuständig, die nach Maßgabe des Artikels 60 des Personalstatuts des Europarates gegen Verwaltungsakte des Generalsekretärs der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt im Sinne des Artikels 59 Absatz 2 des Personalstatuts des Europarates oder der einschlägigen Artikel der Statuten und Verordnungen der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt erhoben werden. Klageberechtigt vor dem Verwaltungsgericht sind die in den Statuten und Verordnungen der

Zentralkommission für die Rheinschifffahrt vorgesehenen Personen. Bei Streitigkeiten über die Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts entscheidet das Gericht gemäß Artikel 4 seines Statuts.

Artikel 2

Bei der Wahrnehmung dieser Zuständigkeit sind die in Artikel 59 Absatz 9 und Artikel 60 des Personalstatuts des Europarates, im Statut des Verwaltungsgerichts und in dessen Geschäftsordnung enthaltenen Bezugnahmen auf den Europarat und dessen Generalsekretär als Bezugnahmen auf die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt und dessen Generalsekretär zu verstehen.

Artikel 3

1. Der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt bleibt es unbenommen, das Verfahrensstadium vor der analog zu Artikel 59 des Personalstatuts des Europarates vorgesehenen Anrufung des Verwaltungsgerichts frei zu gestalten oder auf ein solches Stadium zu verzichten. Im letzteren Fall findet Artikel 60 Absatz 3 des Personalstatuts des Europarates unter Berücksichtigung dieser Möglichkeit Anwendung. Der Beginn der in jenem Absatz genannten Frist ist dem Vorstehenden entsprechend festzulegen.
2. Da die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt zwischen der Verwaltungsbeschwerde und der Klage vor dem Verwaltungsgericht ein fakultatives Schlichtungsverfahren vorgesehen hat, wird der Schlichter zudem nach Prüfung aller beim Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts eingereichten Bewerbungen vom Präsidenten des Verwaltungsgerichts ernannt. Der Gerichtskanzler ist für alle damit verbundenen Verwaltungsarbeiten zuständig.
3. Da der Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt und der Schlichter beschließen können, die angefochtene Entscheidung auszusetzen, ist ggf. Artikel 60 Absatz 4 des Personalstatuts anzuwenden, der es erlaubt, die Aussetzung der Entscheidung während des Verfahrens vor dem Verwaltungsgericht aufrecht zu erhalten, sofern der in dieser Sache ordnungsgemäß angerufene Präsident des Verwaltungsgerichts nichts anderes beschließt. Es besteht Einvernehmen darüber, dass ein Bediensteter nach Einreichung seiner Klage einen Antrag auf Aussetzung der Entscheidung stellen kann. Dies gilt auch, wenn er dies beim Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt oder beim Schlichter unterlassen hat, oder wenn sein Antrag abgelehnt wurde.

Artikel 4

1. Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt trägt die Kosten der dem Kläger vom Verwaltungsgericht ggf. zugesprochenen Entschädigung, einschließlich der gemäß Artikel 11 Absätze 2 und 3 des Statuts des Verwaltungsgerichts zu erstattenden Kosten.
2. Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt trägt ferner die durch die Klageerhebung beim Verwaltungsgericht verursachten Kosten, d. h.
 - a. die tatsächlichen Reise- und Aufenthaltskosten der Richter des Verwaltungsgerichts und die Entschädigungen der Richter;
 - b. die tatsächlichen Dolmetschkosten;

- c. die tatsächlichen Kosten für die vom Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts geleistete Arbeit (prorata temporis), einschließlich der Arbeit im Rahmen des Verfahrens zur Ernennung des Schlichters; und ggf. die Reisekosten des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts und der anderen Mitglieder der Gerichtskanzlei;
- d. die tatsächlichen Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen in die zweite Amtssprache des Europarates und, soweit erforderlich, zur Prüfung von Klagen und Verfahrensdokumenten in einer oder zwei Amtssprachen des Europarates, wobei diese Übersetzungen von der Gerichtskanzlei des Verwaltungsgerichts gefertigt werden;
- e. die Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen in die Amtssprachen der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt, die nicht gleichzeitig Amtssprachen des Europarates sind, wobei diese Übersetzungen von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt gefertigt werden;
- f. die tatsächlichen Kosten für die Veröffentlichung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen des Verwaltungsgerichts in Papier- und/oder elektronischer Form sowie alle sonstigen Veröffentlichungen des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts zur Bekanntmachung der für die Zentralkommission für die Rheinschiffahrt durchgeführten Tätigkeiten;
- g. falls das Verwaltungsgericht so entscheidet, die den gehörten Zeugen tatsächlich entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten sowie die Honorare der vom Verwaltungsgericht beauftragten Sachverständigen und die diesen entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten;
- h. alle sonstigen, in diesem Abkommen nicht vorgesehenen Kosten, soweit sie der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt durch Entscheidung des Verwaltungsgerichts in Wahrnehmung der Rechtsprechungstätigkeit auferlegt werden.

Diese Kosten werden nach den im Europarat geltenden Vorschriften und den vom Ministerkomitee des Europarates festgelegten Sätzen berechnet, ausgenommen diejenigen nach Buchstabe h, die vom Verwaltungsgericht festgesetzt werden.

Artikel 5

Die Zentralkommission für die Rheinschiffahrt verpflichtet sich, die Urteile des Verwaltungsgerichts durchzuführen und das Gericht nach den Bestimmungen des Artikels 60 Absatz 6 des Personalstatuts des Europarates davon in Kenntnis zu setzen. Die Zentralkommission verpflichtet sich ferner zur Anwendung des Artikels 26 Absatz 2 letzter Satz der Geschäftsordnung des Verwaltungsgerichts betreffend das Nichterscheinen von Zeugen und die Verweigerung der Zeugenaussage.

Artikel 6

Die unterzeichnenden Parteien dieses Abkommens verpflichten sich, Streitigkeiten untereinander über die Umsetzung dieses Abkommens auf gütlichem Wege beizulegen.

Artikel 7

Dieses Abkommen tritt mit Unterzeichnung durch die beiden Parteien in Kraft.

De secretaris-generaal van de Raad van Europa en de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart,

overwegende dat de Centrale Commissie voor de Rijnvaart een internationale organisatie is die gerechtelijke immunititeit geniet krachtens artikel 12 van de overeenkomst die op 10 mei 1978 tussen haar en de Regering van de Franse Republiek is gesloten met betrekking tot de zetel van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart en haar voorrechten en immuniteiten op het Franse grondgebied;

overwegende dat, gelet op het voorafgaande, de arbeidsgeschillen tussen deze Organisatie en haar medewerkers niet aanhangig gemaakt kunnen worden bij een nationale jurisdictie;

overwegende dat de medewerkers van de CCR echter, in navolging van de medewerkers van andere internationale organisaties, moeten beschikken over een recht van beroep van gerechtelijke aard voor geschillen die hun dienstverband betreffen;

gezien het verzoek tot erkenning van de bevoegdheid van het Administratief Tribunaal voor geschillen tussen de medewerkers van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart en deze Commissie, dat door de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart schriftelijk op 23 oktober 2013 is ingediend bij de secretaris-generaal van de Raad van Europa en gelet op het positieve antwoord van deze laatste van 12 maart 2014;

overwegende dat het zinvol is de overeenkomst te sluiten die is voorzien in artikel 15, tweede lid, van het Statuut van het Administratief Tribunaal, laatstelijk gewijzigd bij Resolutie CM/Res(2014)4, die op 11 juni 2014 door het Comité van Ministers is aangenomen;

gezien het besluit van 26 november 2014 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa waarbij de secretaris-generaal van de Raad van Europa toestemming wordt verleend om tot de ondertekening van de onderhavige Overeenkomst over te gaan;

gezien besluit 2014-II-25 van 4 december 2014 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart waarbij de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart toestemming wordt verleend om de onderhavige Overeenkomst te ondertekenen;

gezien de artikelen 59 tot en met 61 van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa inzake de beroepsmiddelen die openstaan voor de medewerkers van de Raad van Europa, gezien Bijlage XI houdende het Statuut van het Administratief Tribunaal bij het bedoelde Personeelsstatuut en gezien het Intern Reglement van het Administratief Tribunaal van de Raad van Europa dat door deze laatste is vastgesteld;

gezien het positieve advies van het Administratief Tribunaal van de Raad van Europa met betrekking tot de totstandkoming van de onderhavige Overeenkomst;

daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Organisaties,

Zijn hetgeen hierna volgt overeengekomen:

Artikel 1

Het Administratief Tribunaal van de Raad van Europa (hierna het "Administratief Tribunaal") is bevoegd uitspraak te doen over een beroep dat aanhangig gemaakt is overeenkomstig de vereisten van artikel 60 van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa tegen administratieve handelingen van de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart, zoals bepaald in artikel 59, tweede lid, van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa of in de dienovereenkomstige artikelen van de statutaire en reglementaire teksten van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart.

Welke personen het recht hebben bij het Administratief Tribunaal een beroep aanhangig te maken, is bepaald in de statutaire en reglementaire teksten van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart. Het Administratief Tribunaal neemt overeenkomstig artikel 4 van zijn Statuut een beslissing indien zijn bevoegdheid wordt aangevochten.

Artikel 2

Bij de uitoefening van deze bevoegdheid moeten de verwijzingen naar de Raad van Europa en zijn secretaris-generaal in de artikelen 59, negende lid, en 60 van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa alsmede in het Statuut en in het Intern Reglement van het Administratief Tribunaal worden opgevat als verwijzingen naar de Centrale Commissie voor de Rijnvaart en haar secretaris-generaal.

Artikel 3

1. In navolging van artikel 59 van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa staat het de Centrale Commissie voor de Rijnvaart vrij de fase van het geschil voorafgaand aan de aanhangigmaking bij het Administratief Tribunaal naar eigen goeddunken te organiseren, of van een dergelijke fase af te zien. In het laatste geval vindt artikel 60, derde lid, van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa toepassing, waarbij rekening wordt gehouden met deze mogelijkheid. Het begin van de termijn zoals bedoeld in het eerder genoemde derde lid wordt met inachtneming van het voorafgaande vastgesteld.
2. Aangezien de Centrale Commissie voor de Rijnvaart na de fase van het administratieve bezwaar en voor de fase van de aanhangigmaking van het beroep bij het Administratief Tribunaal een facultatieve bemiddelingsprocedure heeft voorzien, wordt bovendien door de president van het Administratief Tribunaal, na alle kandidaturen die bij de Griffie van het Administratief Tribunaal zijn ingediend, onderzocht te hebben, een bemiddelaar benoemd die belast wordt met alle overeenkomstige administratieve procedures.
3. Aangezien de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart en de bemiddelaar de tenuitvoerlegging van de omstreden handeling kunnen opschorten, vindt het vierde lid van artikel 60 van het Personeelsstatuut toepassing, met dien verstande dat de tenuitvoerlegging van de omstreden handeling gedurende de procedure voor het Administratief Tribunaal wordt opgeschort, tenzij de president van het Administratief Tribunaal op grond van een hiertoe ingediend verzoek, anders beslist. Een medewerker kan ook na het aanhangig maken van het beroep een verzoek tot opschorting van de tenuitvoerlegging van de omstreden handeling indienen, zelfs wanneer hij dit verzoek niet eerder aan de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart of aan de bemiddelaar deed of wanneer zijn verzoek werd afgewezen.

Artikel 4

1. De schadevergoeding die door het Administratief Tribunaal aan verzoekster wordt toegekend, inclusief de kosten die vergoed moeten worden krachtens artikel 11, tweede en derde lid, van het Statuut van het Administratief Tribunaal, gaan ten laste van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart.
2. De Centrale Commissie voor de Rijnvaart dient tevens op te komen voor de volgende kosten van het voor het Administratief Tribunaal aanhangig gemaakte beroep:
 - a. de daadwerkelijk gemaakte reis- en verblijfskosten van de rechters van het Administratief Tribunaal en de hun toegekende vergoedingen;
 - b. de daadwerkelijk gemaakte kosten voor tolken;

- c. de daadwerkelijk gemaakte kosten pro rata temporis in verband met de werkzaamheden van de Griffie van het Administratief Tribunaal, met inbegrip van de verrichte werkzaamheden voor de benoeming van de bemiddelaar en, in voorkomend geval, de reiskosten van de griffier van het Administratief Tribunaal en van de andere leden van de Griffie;
- d. de daadwerkelijk gemaakte kosten voor de vertaling van de gerechtelijke uitspraken, beslissingen en beschikkingen in de tweede officiële taal van de Raad van Europa en, voor zover nodig, om kennis te kunnen nemen van een aanhangig gemaakt beroep of van de procedurestukken in één of twee officiële talen van de Raad van Europa, waarbij deze vertalingen door de Griffie van het Administratief Tribunaal worden verzorgd;
- e. de kosten voor de vertaling van de uitspraken, beslissingen en beschikkingen in de officiële talen van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart die geen officiële talen van de Raad van Europa zijn, waarbij deze vertalingen door de Centrale Commissie voor de Rijnvaart worden verzorgd;
- f. de daadwerkelijk gemaakte kosten voor de publicatie op papier en/of in elektronische vorm van de uitspraken, beslissingen en beschikkingen van het Administratief Tribunaal en voor elke andere publicatie die door de Griffie van het Administratief Tribunaal wordt verzorgd, teneinde de ten behoeve van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart verrichte activiteiten openbaar te maken;
- g. de daadwerkelijk gemaakte en gemotiveerde reis- en verblijfskosten van de gehoorde getuigen, alsmede de honoraria en gemaakte en gemotiveerde reis- en verblijfskosten van de deskundigen die door het Administratief Tribunaal werden aangetrokken, voor zover dit door het Administratief Tribunaal zo werd besloten;
- h. de overige kosten die niet in deze Overeenkomst zijn voorzien en die krachtens een beslissing van het Administratief Tribunaal in het kader van de uitoefening van zijn gerechtelijke activiteit ten laste van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart moeten gaan.

Deze kosten worden berekend overeenkomstig de geldende regels van de Raad van Europa en de tarieven die door het Comité van Ministers van de Raad van Europa zijn vastgesteld, met uitzondering van de kosten als bedoeld in onderdeel h, die door het Administratief Tribunaal worden vastgesteld.

Artikel 5

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart is gehouden de uitspraken van het Administratief Tribunaal ten uitvoer te brengen en het Administratief Tribunaal overeenkomstig de bepalingen van artikel 60, zesde lid 6, van het Personeelsstatuut van de Raad van Europa hierover te informeren. De Centrale Commissie voor de Rijnvaart verplicht zich er tevens toe artikel 26, tweede lid, laatste volzin, van het Intern Reglement van het Administratief Tribunaal toe te passen met betrekking tot de weigering van een getuige om te verschijnen of een verklaring af te leggen.

Artikel 6

De partijen bij deze Overeenkomst verplichten zich tot de minnelijke schikking van elk geschil dat tussen de partijen kan ontstaan met betrekking tot de uitvoering van deze Overeenkomst.

Artikel 7

Deze Overeenkomst treedt in werking na de ondertekening door beide partijen.

Fait en français, en anglais, en allemand et en néerlandais, les quatre textes faisant également foi, en deux exemplaires originaux.

Done in French, English, German and Dutch, the four texts being equally authentic, in two original copies.

Geschehen in zwei Urschriften, jede in Französisch, Englisch, Deutsch und Niederländisch, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Gedaan in het Frans, Engels, Duits en Nederlands, de vier teksten gelijkelijk authentiek, in twee oorspronkelijke exemplaren.

Strasbourg, le 16 décembre 2014

Strasbourg, 16 December 2014

Straßburg, 16. Dezember 2014

Straatsburg, 16 december 2014

**Pour la Commission Centrale
pour la Navigation du Rhin
For the Central Commission
for the Navigation of the Rhine**

**Für die Zentralkommission
für die Rheinschifffahrt**

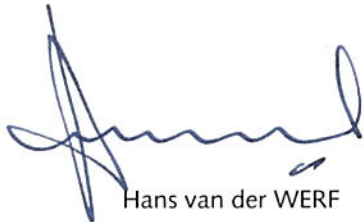
**Voor de Centrale Commissie
voor de Rijnvaart**

Pour le Conseil de l'Europe

For the Council of Europe

Für den Europarat

Voor de Raad van Europa



Hans van der WERF

Secrétaire Général
Secretary General
Generalsekretär
Secretaris-generaal



Gabriella BATTAINI-DRAGONI

Secrétaire Générale Adjointe
Deputy Secretary General
Stellvertretende Generalsekretärin
Plaatsvervangend secretaris-generaal